



COMMUNE DE TRUYES

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

DOSSIER D'ARRET ET D'ENQUETE PUBLIQUE

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Pièce n°1.3

Vu pour être annexé à la délibération d'arrêt de projet en date du 17/12/2019	
Enquête publique du au	
Vu pour être annexé à la délibération d'approbation en date du	

Identification du document

Élément	
Titre du document	Résumé non technique Elaboration du PLU de Truyes
Nom du fichier	Truyes_RESUMENONTECHNIQUE_ARRET
Version	12/2019
Rédacteur	LLE
Vérificateur	ANL
Chef d'agence	SEC

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	4
PARTIE I - PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES ENJEUX ET DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES	8
1. LES ENJEUX DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....	9
2. LES ENJEUX DE L'ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT	11
3. LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES	12
4. L'ANAYSE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES	15
 PARTIE II - PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DE LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE ET DES MESURES MISES EN PLACE POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT	 23
1. LES GRANDS PRINCIPES DE LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET	24
2. LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET SUR LA COMMUNE DE TRUYES.....	25
3. LES MESURES PRISES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT LIÉES AU PROJET DE PLU	31
 PARTIE III - MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR RÉALISER L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	 34
1. UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE FONDÉE SUR DES OUTILS À LA FOIS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS	35
2. UNE DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE DE CO-CONSTRUCTION ITÉRATIVE	37
3. LE CONTENU DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	38

PRÉAMBULE

Conformément à l'article R.151-3 7° du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme « comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée ».

Le résumé non technique permet de comprendre de manière synthétique les éléments constitutifs des différentes parties du rapport de présentation. Il s'agit de présenter les principales caractéristiques de la commune de Truyes ainsi que les enjeux identifiés, puis d'expliquer succinctement le projet et l'évaluation environnementale.

LE CONTEXTE COMMUNAL

Truyes est une commune rurale d'Indre et Loire. La commune se situe à moins de 20 km de la porte d'agglomération sur Joué-les-Tours et à 20 km de Tours, de centre à centre. Elle est localisée au sein de la vallée de l'Indre.

Truyes s'est développée sur un territoire de 1 639 hectares, sur environ 4 km du Nord au Sud et 4 km d'Est en Ouest. Elle comptait 2 423 habitants en 2016 (*données Insee*), soit une densité de 148 habitants au km². Truyes voit son territoire bordé par les communes d'Azay-sur-Cher et Athée-sur-Cher au Nord, d'Esvres à l'Ouest, de Courçay à l'Est et de Cormery au Sud.

La commune est traversée au Nord par l'A85 (Nantes-Angers-Tours), axe majeur permettant de connecter la région Pays-de-la-Loire et la région centre.

La commune est également située à moins de 30 km de l'aéroport Tours Val de Loire et à moins de 15 km de l'aérodrome de Sorigny.

Par délibération en date du 27 juin 2013, le Conseil Municipal de Truyes a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 20 décembre 1994 valant élaboration du Plan local d'Urbanisme (PLU). Ce POS a fait l'objet d'adaptations mineures consistant en six modifications et une révision simplifiée :

- Modification n°1 approuvée le 26 mai 1998 ;
- Modification n°2 approuvée le 12 juillet 1999 ;
- Modification n°3 approuvée le 24 janvier 2001 ;
- Modification n°4 approuvée le 15 décembre 2005 ;
- Révision simplifiée n°1 approuvée le 15 décembre 2005 ;
- Modification n°5 approuvée le 2 avril 2008 1998 ;
- Modification n°6 approuvée le 11 février 2010.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Truyes répond aux objectifs suivants, mentionnés dans la délibération de prescription de l'élaboration du PLU :

- Préserver la trame verte et la trame bleue inscrite dans le projet de territoire de la CCVI approuvé le 16 décembre 2010 ;
- Protéger l'espace agricole, conforter et favoriser l'implantation des agriculteurs dans les zones agricoles ;
- Développer le tourisme et l'accueil en milieu rural ;
- Protéger les espaces naturels, boisés et les zones humides ;
- Densifier l'habitat et mixer les fonctions dans les zones urbaines ;
- Favoriser les modes de déplacement doux et les transports en commun ;
- Améliorer le fonctionnement des infrastructures routières ;
- Conforter le tissu commercial de proximité.

LE CADRE JURIDIQUE

La loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (Loi SRU) a introduit en lieu et place des Plans d'Occupation des Sols (POS) un nouvel outil réglementaire de planification, permettant de mieux répondre aux problématiques des territoires urbains et ruraux d'aujourd'hui : le Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cette loi a été modifiée substantiellement par la Loi Urbanisme et Habitat (Loi UH) du 2 juillet 2003.

Avec la Loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle II, le PLU devient l'un des nouveaux outils visant à garantir une gestion économe des sols. La loi assigne désormais aux acteurs publics la mission d'assurer un contrôle effectif de la consommation de l'espace naturel, agricole et forestier.

La loi d'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (Loi ALUR) du 24 mars 2014 est applicable depuis le 27 mars 2014. Elle vient compléter la loi portant ENE en renforçant la mission de lutte contre l'étalement et la préservation de la biodiversité.

Ainsi, l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme fixe pour le Plan Local d'Urbanisme les objectifs suivant :

« 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

La loi ENE engage ainsi un véritable « verdissement » des PLU, accélérant sensiblement le mouvement amorcé par la loi SRU, qui avait introduit de nouvelles exigences en terme de développement durable. Cet objectif s'est traduit par :

- Des évolutions en termes de contenu, visant à adapter le Plan Local d'Urbanisme aux besoins des politiques de renouvellement urbain. Complétant le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation sont désormais obligatoires.

- Des évolutions en termes de procédure, visant à rendre les politiques d'urbanisme plus claires et plus démocratiques, en renforçant la concertation avec le public, mais aussi à simplifier l'organisation pyramidale des documents d'urbanisme et de planification ;
- De nouveaux principes environnementaux tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la préservation et de la remise en état des continuités écologiques, de la maîtrise de l'énergie et de la production énergétique à partir de ressources renouvelables et du développement des communications électroniques ;
- De nouvelles modalités de gouvernance et de gestion favorisant une meilleure intégration des politiques publiques de l'urbanisme, du développement commercial, des transports et de l'habitat.

Le PLU se compose, conformément à l'article R.151-1 et suivants du Code de l'urbanisme, des pièces réglementaires suivantes :

Le rapport de présentation

Il expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse l'état initial de l'environnement, présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques ;

Il explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation ; il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation des zones, des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables.

Il évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur ;

Il précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan. En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le projet d'aménagement et de développement durables

Il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les orientations d'aménagement et de programmation

Dans le respect des orientations définies par projet d'aménagement et de développements durables, elles comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

En ce qui concerne l'habitat, elles définissent les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

En ce qui concerne les transports et les déplacements, elles définissent l'organisation des transports de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement.

Le règlement littéral et graphique

Il fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Les annexes

Sous formes de pièces écrites et pièces graphiques, elles comprennent entre autre les servitudes d'utilité publique et les informations et obligations diverses.

PARTIE I

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES ENJEUX ET DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

1. LES ENJEUX DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1.1 PRÉVISIONS DÉMOGRAPHIQUES ET BESOINS RÉPERTORIÉS EN MATIÈRE D'ÉQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT

- ▶ Assurer le dynamisme démographique et renforcer le rythme de construction neuve sur la commune afin d'assurer un renouvellement de la population et du parc de logements ;
- ▶ Renforcer l'attractivité du parc de logement sur le long terme en poursuivant la diversification de l'offre en logements intermédiaires, logements locatifs ou en primo-accession ;
- ▶ Tirer parti du renouvellement de l'offre pour assurer une meilleure fluidité des parcours résidentiels, permettant une réappropriation progressive du parc le plus ancien touché par la vacance, et de lutter contre l'habitat indigne ;
- ▶ Favoriser l'accueil de couples sans enfant ou de familles avec de jeunes enfants assurant la pérennité des équipements notamment scolaires, socioculturels, sportifs, etc. sur le long terme ;
- ▶ Permettre aux personnes seules ou âgées de rester sur la commune, en assurant un parcours résidentiel continu à tous les âges de la vie, quel que soit le niveau de ressources de chacun.

1.2 PRÉVISIONS ET BESOINS RÉPERTORIÉS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- ▶ Contribuer à l'articulation et à la complémentarité entre les zones d'emploi communales et intercommunales pour maintenir le dynamisme économique de Truyes sur le territoire de la CCTVI et de l'agglomération Tourangelle ;
- ▶ Conforter les activités existantes et permettre l'accueil de nouvelles activités sur le territoire communal en renforçant les capacités d'accueil par le biais notamment de la requalification de certains sites ;
- ▶ Assurer la pérennité et le développement de l'activité agricole ;
- ▶ Permettre le développement d'activités touristiques et de loisirs de proximité, en tant que vecteur économique, en lien avec la proximité de la vallée de l'Indre et des espaces naturels.

1.3 BESOINS RÉPERTORIÉS EN MATIÈRE DE SAUVEGARDE DES ENSEMBLES URBAINS ET DU PATRIMOINE BATI REMARQUABLE

- ▶ Améliorer l'attractivité et la lisibilité du territoire tant pour les acteurs locaux que pour les acteurs extérieurs au territoire communal ou communautaire ;
- ▶ Préserver et mettre en valeur l'identité de Truyes : le patrimoine historique, culturel et architectural de la commune, témoin de son passé ;
- ▶ Reconnaître les spécificités, caractéristiques et enjeux du Val d'Indre : milieux naturels, paysages, culture et patrimoine ;
- ▶ Intégrer les extensions urbaines existantes et à venir dans cet environnement identitaire, en veillant au maintien et à la mise en valeur de la qualité du cadre de vie et des paysages urbains ;
- ▶ Poursuivre les opérations de renouvellement urbain, de restauration et d'adaptation du bâti ancien dans un souci de diversification de l'offre en logements, de préservation et de mise en valeur du patrimoine traditionnel.

1.4 BESOINS RÉPERTORIÉS EN MATIÈRE D'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

- ▶ Anticiper le développement de la commune à l'échéance 2030, en cohérence avec le cadre fixé par le SCOT et maîtriser la consommation d'espace destiné à l'habitat, aux équipements et services ;
- ▶ Encourager la densification des programmes et favoriser une gestion économe et rationalisée de l'espace constructible afin de limiter l'étalement urbain ;
- ▶ Proposer un développement harmonieux et équilibré du territoire ;
- ▶ Poursuivre les opérations en faveur de la diversité / mixité et de la densité initiée par la commune ;
- ▶ Favoriser un aménagement durable des quartiers et une réduction de leur empreinte écologique : réduction des consommations énergétiques, développement des énergies renouvelables, maîtrise des déplacements, gestion de l'eau, limitation de déchets, respect de la biodiversité, éco-construction, etc.

1.5 BESOINS RÉPERTORIÉS EN MATIÈRE DE TRANSPORTS ET MOBILITÉ

- ▶ Renforcer l'offre de déplacements qui anticipe les besoins des habitants (actuels et futurs) tant à l'échelle communale qu'intercommunale ;
- ▶ Intégrer l'intermodalité entre les transports en commun et individuel (covoiturage) dans une logique d'articulation entre bassin de vie et bassin d'emploi à l'échelle supra-communale et d'organiser leur rabattement vers les grands réseaux de l'agglomération et de la ville de Tours ;
- ▶ Réduire les points noirs routiers, les risques et les nuisances sur les principaux axes de communication (cohabitation de différents usagers, nuisances sonores, pollutions, dangerosité pour les piétons, manque de convivialité, etc.) ;
- ▶ Renforcer les itinéraires de déplacements doux sur l'ensemble de la commune, notamment en tant que liens fonctionnels mais aussi touristiques et de loisirs en développant les itinéraires de promenades et de randonnées.

1.6 BESOINS RÉPERTORIÉS EN MATIÈRE DE COMMERCE, D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES

- ▶ Renforcer les centralités : adapter le niveau d'équipements et de services aux perspectives d'évolution démographique, dans un cadre communal mais aussi intercommunal ;
- ▶ Conforter les commerces existants et permettre l'accueil de nouveaux commerces dans les centralités afin de renforcer leur attractivité tant au niveau communal qu'intercommunal ;
- ▶ Maintenir et améliorer la complémentarité de l'offre en commerces, équipements et services entre les centralités, en tenant compte de leurs spécificités, afin de mieux répondre aux besoins de proximité.

2. LES ENJEUX DE L'ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

2.1 BESOINS RÉPERTORIÉS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE BIODIVERSITÉ

- ▶ Renforcer l'identité de Truyes : préserver et mettre en valeur les ambiances et perspectives paysagères de la commune à l'échelle locale ;
- ▶ Protéger les milieux et espaces naturels ainsi que les ressources (eau, sols, etc.) en raison de leur intérêt et de leur sensibilité écologique : garantir une gestion durable de toutes les ressources ;
- ▶ Mettre en cohérence les milieux terrestres et maritimes et les éléments structurants du paysage pour la création d'une trame verte et bleue ;
- ▶ Intégrer les extensions urbaines existantes et à venir dans cette composition paysagère et environnementale cohérente, dans le souci du respect et de la mise en valeur de la vallée de l'Indre ;
- ▶ Inscrire les composantes urbaines de la Trame Verte et Bleue ;
- ▶ Pérenniser l'espace agricole et forestier tant pour son rôle économique que pour sa contribution au maintien et à l'entretien des paysages naturels et ruraux ;
- ▶ Ne pas aggraver les risques dans les zones soumises aux aléas inondation et retrait-gonflement des argiles.

3. LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est un document de synthèse exprimant les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme qui concernent l'organisation du territoire communal, aussi bien pour les espaces urbanisés ou à urbaniser, que pour l'environnement naturel, agricoles et pour les paysages.

Conformément l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles. »

En réponse à ces objectifs, le rôle du PADD est de favoriser un développement maîtrisé qui permet la croissance démographique et un confortement du tissu économique local, tout en limitant ses impacts, en préservant la qualité de vie, l'environnement et les paysages de la commune.

L'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est donc le résultat d'une initiative et d'une volonté politiques. Elle se traduit par l'émergence de lignes directrices qui orientent le développement de la commune, prenant par ailleurs en compte :

- Les dispositions réglementaires concernant le développement durable et l'aménagement du territoire en particulier la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU), la loi Urbanisme et Habitat, la loi d'orientation agricole, la loi sur l'eau, la loi Paysage, les Grenelles de l'Environnement (1 et 2), la loi ALUR et les documents cadres supra-communaux tel que le Schéma de Cohérence Territoriale, etc.
- Les principales attentes, observations et aspirations qui ont émergé de la concertation auprès des habitants.

Ce projet est celui du développement de la commune à l'horizon 2030. Néanmoins, il s'inscrit dans une logique d'aménagement et de développement à plus long terme : il ménage ainsi le caractère durable de son développement.

Le projet de territoire défini sur la commune de Truyes répond aux différents enjeux suscités soulevés par le diagnostic et a permis de développer les cinq axes stratégiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Ces cinq axes sont ensuite déclinés en plusieurs orientations :

AXE 1 : AFFIRMER LE RÔLE DYNAMIQUE ET STRUCTURANT DE LA COMMUNE

O1. Proposer une offre de logements adaptés

O2. Favoriser la diversification des formes bâties et la mixité sociale

O3. Réduire la consommation d'espaces

- O4. Favoriser un aménagement durable des quartiers
- O5. Permettre l'évolution du bâti existant
- O6. Rechercher la mixité des fonctions urbaines et l'équilibre entre les deux centralités sur le long terme
- O7. Maintenir et favoriser l'accueil de nouveaux équipements et services en centralités et notamment en centre-bourg
- O8. Définir des systèmes d'assainissement les mieux adaptés techniquement et financièrement à la collecte

AXE 2 : CONFORTER ET DEVELOPPER L'ACTIVITE COMMERCIALE, ECONOMIQUE ET AGRICOLE

- O9. Conforter la vocation commerciale des centralités pour renforcer l'attractivité commerciale de proximité
- O10. Renforcer l'accessibilité aux centralités à vocation commerciale
- O11. Conforter les zones d'activités communales existantes et en projet ayant un rôle structurant à l'échelle de l'agglomération
- O12. Promouvoir l'optimisation, la densification et la diversification des sites existants
- O13. Assurer une mixité des fonctions urbaines
- O14. Optimiser et développer les réseaux numériques et de communication électronique
- O15. Garantir les possibilités d'extension et de modernisation nécessaires à la pérennité et au développement des exploitations agricoles en activité
- O16. Permettre la diversification de l'activité agricole vers l'agrotourisme et la pratique d'une pluriactivité

AXE 3 : AMELIORER L'ACCESSIBILITE ET LA MOBILITE DANS LA COMMUNE

- O17. Permettre un rééquilibrage des flux de circulation sur le territoire
- O18. Traiter par des aménagements adaptés les entrées d'agglomération ainsi que les axes pénétrants
- O19. Favoriser un meilleur partage de l'espace public pour une circulation apaisée
- O20. Renforcer le fonctionnement urbain
- O21. Valoriser la vallée de l'Indre et encourager une pratique touristique et de loisirs de ces espaces le long des cours d'eau et espaces de nature

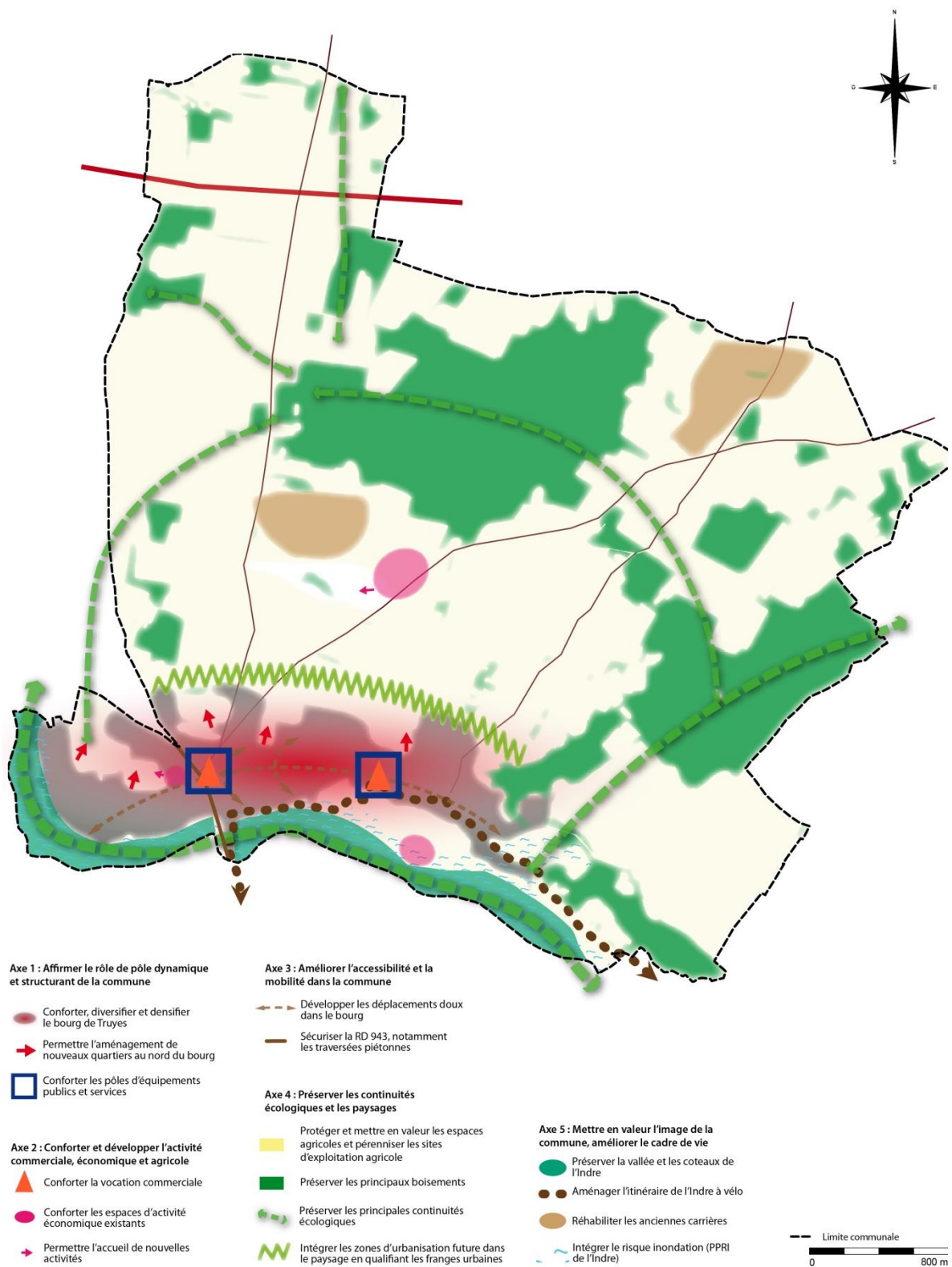
AXE 4 : PRESERVER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET LES PAYSAGES

- O22. Protéger et mettre en valeur les paysages naturels et agricoles
- O23. Préserver et mettre en valeur les ambiances et perspectives paysagères afin de renforcer l'identité de la commune
- O24. Préserver les coteaux de l'Indre de l'urbanisation
- O25. Préserver les coupures d'urbanisation et mettre en valeur les éléments constitutifs de la trame verte et bleue sur le territoire
- O26. Intégrer les zones d'habitat futures en continuité avec l'existant

AXE 5 : METTRE EN VALEUR L'IMAGE DE LA COMMUNE, AMELIORER LE CADRE DE VIE

- O27. Développer la connaissance du territoire en faveur de la découverte
- O28. Préserver et mettre en valeur le patrimoine
- O29. Favoriser la création de lieux d'échanges et de rencontres
- O30. Réhabiliter les anciennes carrières afin de valoriser les sites, paysages et le cadre de vie
- O31. Prendre en compte les risques naturels et technologiques préalablement à tout projet de développement
- O32. Prendre en compte les zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales en cours d'actualisation ou de réalisation
- O33. Promouvoir les mesures en faveur du développement durable

Schématisation des orientations du PADD de la commune de Truyes



4. L'ANAYSE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

Méthode d'analyse

La méthode d'évaluation des incidences environnementales du projet de PLU est structurée autour de trois niveaux d'analyse :

Incidence positive où l'orientation et/ou les prescriptions présentent une plus-value environnementale. Elle garantit la préservation des composantes environnementales.

Incidences positives à conforter ou présentant **un risque** où, dans ce cas, l'orientation peut présenter deux types d'incidences :

- L'orientation ou la prescription présente des incidences positives qui doivent être maintenues et développées afin d'en assurer leur pérennité ;
- L'orientation ou la prescription présente des risques d'incidences négatives notables sur l'environnement, où il conviendra d'attacher une attention particulière.

Incidence négative où l'orientation et/ou la prescription du PLU présentent des incidences négatives notables sur une ou plusieurs composantes environnementales qui nécessiteront la mise en place de mesures.

En dernier lieu, une analyse croisée avec les enjeux environnementaux et le scénario « fil de l'eau » est effectuée afin de mesurer le degré de prise en compte du volet environnemental par le PLU.

4.1 RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O₃	<p>POSITIVE À CONFORTER</p> <p>Les objectifs de modération de la consommation d'espaces et les principes de densification de l'enveloppe urbaine existante apportent une incidence positive pour le patrimoine écologique et la préservation des espaces naturels et agricoles de la commune. Ces objectifs sont notamment de contenir l'urbanisation dans son enveloppe actuelle, de stopper le mitage ainsi que les dynamiques d'urbanisation diffuse.</p> <p>La densification des espaces déjà urbanisés permet de préserver les espaces agricoles et naturels de la commune tout en permettant son développement et la création de logements.</p>	+
O₁₅ O₂₂	<p>POSITIVE</p> <p>La préservation des terres agricoles nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles et des espaces naturels permettent le maintien d'espaces ouverts et une mosaïque paysagère relativement favorable au déplacement des espèces et à l'entretien du territoire rural.</p>	+

O ₂₂	POSITIVE	
O ₂₄	Le maintien et le confortement des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue et la définition des réservoirs de biodiversité et de continuités écologiques garantissent la protection du patrimoine écologique local et supra-communal.	+
O ₂₅		
O ₃	RISQUE	
O ₄	L'aménagement de nouveaux quartiers d'habitation, l'extension de la zone d'activités des Perchées et la création de nouveaux équipements publics (voirie, réseaux, etc.) aura une incidence sur les fonctionnalités écologiques de ces espaces aujourd'hui non urbanisés.	-
O ₁₁		
O ₂₆		
	Néanmoins les orientations d'aménagement et de programmation prévoient le maintien d'éléments d'intérêt écologique (haies, arbres remarquables, etc.) et pour partie la végétalisation de ces espaces.	

4.2 CONSOMMATION D'ESPACE

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₁	POSITIVE A CONFORTER	
O ₂	La volonté de proposer des logements de typologies variées, avec une densité plus importante que le tissu urbain existant (habitat collectif, intermédiaire, mitoyen) permet une moindre consommation d'espace pour plus de logements construits.	+
O ₃	POSITIVE À CONFORTER Les objectifs de modération de la consommation d'espaces et les principes de densification de l'enveloppe urbaine existante apportent une incidence positive pour le patrimoine écologique et la préservation des espaces naturels et agricoles de la commune. Ces objectifs sont notamment de contenir l'urbanisation dans son enveloppe actuelle, de stopper le mitage ainsi que les dynamiques d'urbanisation diffuse. La densification des espaces déjà urbanisés permet de préserver les espaces agricoles et naturels de la commune tout en permettant son développement et la création de logements.	+
O ₅	POSITIVE En permettant l'évolution du bâti existant, la commune favorise notamment la réhabilitation du bâti ancien et le changement de destination de certaines constructions, pouvant permettre la reprise de logements aujourd'hui vacants ou d'une autre destination et donc entrainer une limitation de la consommation d'espaces.	+
O ₆	POSITIVE	
O ₇	Renforcer les centralités existantes en favorisant la mixité fonctionnelle permet d'éviter une potentielle consommation d'espaces agricoles et naturels pour des activités économiques ou des équipements.	+
O ₉		
O ₁₃		
O ₁₂	POSITIVE La densification des espaces déjà urbanisés permet de préserver les espaces agricoles et naturels de la commune tout en permettant son développement et la création d'activités économiques.	+

O ₂₂ O ₂₃ O ₂₄ O ₂₅	POSITIVE La garantie de la protection des espaces naturels et forestiers et des espaces agricoles permet favoriser la réduction de la consommation d'espaces.	+
O ₃ O ₄ O ₁₁ O ₂₆	RISQUE L'aménagement de nouveaux quartiers d'habitation, l'extension de la zone d'activités des Perchées et la création de nouveaux équipements publics (voirie, réseaux, etc.) aura une incidence sur les fonctionnalités écologiques de ces espaces aujourd'hui non urbanisés. Néanmoins les orientations d'aménagement et de programmation prévoient le maintien d'éléments d'intérêt écologique (haies, arbres remarquables, etc.) et pour partie la végétalisation de ces espaces.	-

4.3 CADRE DE VIE, PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₃	POSITIVE À CONFORTER La densification des espaces déjà urbanisés permet de réaliser une partie du développement communal au sein de l'enveloppe urbaine bâtie sans perturber les vues et le paysage. Cette densification étant structurée dans les espaces en fonction de la centralité assurera une identification visuelle du centre-bourg et participera à une qualité paysagère du bourg.	+
O ₃ O ₂₆	POSITIVE À CONFORTER Les objectifs visant à limiter l'étalement urbain et stopper le mitage dans les espaces naturels (densification au sein de l'enveloppe urbaine, renouvellement urbain et objectifs de modération de la consommation d'espaces) participent à la préservation des paysages communaux et notamment les plaines agricoles et reliefs boisés soumis à une urbanisation diffuse.	+
O ₃ O ₂₆	RISQUE L'aménagement de nouveaux quartiers d'habitation et la création de nouvelles activités aura une incidence sur les paysages agricoles et naturels. Néanmoins l'urbanisation de ces sites s'effectuera à l'intérieur de la tâche urbaine ou en continuité directe de l'urbanisation existante, renforçant l'enveloppe bâtie principale du bourg.	-
O ₄ O ₅	POSITIVE La réhabilitation des logements vacants du centre ancien de Truyes participera à la mise en valeur du paysage urbain du village, et à l'attractivité du bourg.	+
O ₆ O ₁₉ O ₂₁	POSITIVE La mise en œuvre de certains aménagements urbains tels que la requalification des places publiques, la création de liaisons douces, l'aménagement des abords de l'Indre, permettent d'améliorer la qualité paysagère de la commune et le cadre de vie et espaces publics en général.	+

O ₁₅	POSITIVE	
O ₁₆ O ₂₂	Le maintien de la vocation agricole des espaces contribue à la préservation de l'identité des paysages et du patrimoine local.	+
O ₂₃ O ₂₄ O ₂₅	<p>POSITIVE</p> <p>Le maintien des ambiances et des perspectives paysagères favorise la qualité paysagère communale et sa mise en valeur.</p> <p>La qualité architecturale des nouvelles constructions participera à l'insertion paysagère du bâti.</p> <p>La volonté d'entretien et de mise en valeur du centre ancien participe pleinement au maintien du paysage identitaire de Truyes.</p>	+
O ₂₈	POSITIVE La préservation du petit patrimoine local et des éléments du paysage (bâti, végétal) permet également de maintenir l'identité communale.	+
O ₃₁	POSITIVE La prise en compte des risques naturels pour le développement urbain de Truyes permet indirectement de préserver les espaces agricoles, les coteaux et les massifs boisés en limitant leur urbanisation. Les paysages agricoles et naturels qui caractérisent la commune seront donc préservés de l'urbanisation.	+

4.5 RESSOURCE EN EAU

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₁	<p>RISQUE</p> <p>La croissance démographique, fixée à +1,8% par an, aura une incidence mesurée sur la ressource en eau potable. Elle entraînera des besoins supplémentaires en réseaux ainsi qu'une augmentation des prélèvements.</p> <p>Néanmoins, au vu des capacités des équipements et des réseaux, la commune peut accueillir la population supplémentaire projetée.</p>	-
O ₃ O ₁₂	<p>POSITIVE A CONFORTER</p> <p>La densification des espaces déjà urbanisés participe à la lutte contre l'étalement urbain et permet de centraliser les réseaux (eau potable, assainissement) et d'en limiter les coûts. En cela, elle permet de limiter les incidences sur la ressource en eau par des systèmes d'assainissement individuels défectueux, une augmentation des superficies imperméabilisées au sein des espaces agricoles ou naturels pouvant augmenter les risques de ruissellement, les forages individuels dans les nappes.</p>	+
O ₈ O ₃₂	<p>POSITIVE</p> <p>Dans le cadre de la mise en place de son PLU, la commune fait le point sur les systèmes de collecte des eaux usées et pluviales et sur la distribution en eau potable.</p>	+

O ₁₅ O ₁₆	RISQUE La préservation des terres agricoles peut avoir des conséquences environnementales négatives dans la mesure où elle peut contribuer à la pollution des eaux et des milieux naturels par l'utilisation d'intrants agricoles et l'augmentation des prélèvements sur la ressource en eau. Néanmoins, les pratiques agricoles raisonnées réalisées sur la commune laissent suggérer d'une incidence moindre sur la ressource en eau.	-
	POSITIVE O ₂₅ L'identification des composantes de la Trame Bleue contribue à la réduction des incidences sur la ressource en eau en favorisant le maintien qualitatif de certains cours d'eau ou canal conformément aux prescriptions du SDAGE.	+

4.6 RISQUES ET NUISANCES

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₃ O ₄	POSITIVE A CONFORTER La densification des espaces déjà urbanisés permet une réduction de la consommation des espaces et de lutter contre l'étalement urbain. Les objectifs de modération de la consommation d'espaces permettent également de limiter l'exposition aux risques de la population. Toutefois, l'augmentation de l'imperméabilisation de ces espaces peut modifier le fonctionnement des écoulements et de ruissellement des eaux.	+
	POSITIVE O ₆ O ₇ O ₉ O ₁₀ Le maintien des équipements, commerces et services de proximité dans les centralités de la commune permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe notamment à la réduction des nuisances.	+
O ₁₉ O ₂₀	POSITIVE La réalisation d'aménagements permettant de diminuer les obligations de déplacements automobiles (liaisons douces, voies partagées, covoiturage) participe à la réduction des nuisances liées au trafic.	+
O ₂₂ O ₂₃	POSITIVE La préservation des espaces agricoles et naturels participe à protéger une partie des zones de débordement de l'Indre, et de ses affluents La garantie du maintien de ces espaces en tant que coupures vertes les préserve de l'urbanisation. La non-imperméabilisation de ces espaces permet de favoriser une gestion naturelle des eaux.	+
O ₃₁	POSITIVE La commune est concernée par le risque inondation par débordement du cours d'eau de l'Indre. L'urbanisation et la densification sont maîtrisées au sein des espaces sensibles afin de ne pas augmenter les risques induits et subits.	+

4.7 SOLS ET SOUS-SOLS

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₁ O ₂	POSITIVE A CONFORTER La volonté de proposer des logements de typologies variées, avec une densité plus importante que le tissu urbain existant (habitat collectif, intermédiaire, mitoyen) permet une moindre consommation d'espace pour plus de logements construits.	+
O ₁ O ₃	RISQUE L'accueil d'une population supplémentaire implique l'urbanisation de nouveaux secteurs en extension de l'enveloppe urbaine. Cela conduit à une modification de l'occupation du sol (d'une vocation agricole ou naturelle à une vocation urbaine) ainsi qu'à une imperméabilisation du sol. Le projet sera néanmoins mesuré et limité à l'urbanisation d'environ 16 hectares.	-
O ₂₂ O ₂₄ O ₂₅	POSITIVE La définition et l'identification des différents éléments de la Trame Verte et Bleue (corridors et réservoirs) participe indirectement à la préservation des sols et des sous-sols en évitant toute perturbation de ces milieux.	+
O ₁₅ O ₁₆ O ₂₂	POSITIVE A CONFORTER Le maintien et le développement de l'agriculture peut entraîner un appauvrissement des sols. Toutefois, il participe à la limitation de la consommation des espaces par l'urbanisation et garantit la préservation des espaces.	+
O ₃ O ₁₂	POSITIVE A CONFORTER La densification des espaces déjà urbanisés permet de limiter la consommation foncière et par conséquent l'altération des sols en place	+
O ₃₁	POSITIVE A CONFORTER La prise en considération des risques naturels et notamment du risque inondation (PPRi) intègre la mise en place d'une gestion des eaux pluviales adaptée. L'édiction de règles pour le maintien d'une certaine part de pleine terre sur chaque parcelle participe indirectement au maintien de sols perméables.	+

4.8 ENERGIE, CLIMAT ET QUALITE DE L'AIR

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₁	RISQUE La croissance démographique va conduire à une augmentation des flux automobiles liés aux déplacements. En cela, elle contribuera à une augmentation du recours aux énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, l'incidence sera mesurée et les infrastructures sont bien dimensionnées.	-

O ₁ O ₂	POSITIVE A CONFORTER Les typologies de logements proposées avec des formes urbaines plus compactes (habitat collectif ou intermédiaire par exemple) permettent une moindre consommation énergétique par rapport à l'habitat individuel. Des systèmes collectifs de production d'énergie peuvent être privilégiés, notamment de source renouvelable.	+
O ₆ O ₇ O ₉ O ₁₀	POSITIVE Le maintien des équipements, commerces et services de proximité dans les centralités de la commune permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergies fossiles.	+
O ₄ O ₃₃	POSITIVE L'incitation à l'amélioration énergétique des constructions, aux innovations bioclimatiques et au développement des énergies renouvelables garantit une moindre consommation d'énergie.	+
O ₃ O ₁₂	POSITIVE A CONFORTER Le processus de densification des espaces urbanisés participe à la réduction des coûts en matière de réseaux.	+
O ₁₄	POSITIVE A CONFORTER Le développement des communications numériques participe à la réduction de l'usage des véhicules motorisés.	+
O ₁₉ O ₂₀	POSITIVE A CONFORTER Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et vers les centralités, permet de réduire l'utilisation des véhicules motorisés.	+
O ₂₂ O ₂₄ O ₂₅	POSITIVE La définition et l'identification des différents éléments de la Trame Verte et Bleue (corridors et réservoirs) participe à la préservation des espaces et au maintien des « puits de carbone » réduisant les émissions de gaz à effet de serre.	+

4.9 DEPLACEMENTS ET TRANSPORTS

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₁	RISQUE La croissance démographique va conduire à une augmentation des flux automobiles liés aux déplacements. En cela, elle contribuera à une augmentation du recours aux énergies fossiles et des émissions de gaz à effet de serre et des nuisances, notamment sonores. Toutefois, l'incidence sera mesurée et les infrastructures sont bien dimensionnées.	-
O ₁ O ₃ O ₂₆	POSITIVE A RENFORCER L'accueil de nouvelles opérations pour accueillir la croissance de la population induit un réaménagement des accès et des dessertes. C'est également l'occasion de renforcer les mobilités et de rééquilibrer les flux de circulation sur le territoire.	+

O ₆	POSITIVE	
O ₇ O ₉ O ₁₀	Le maintien des équipements, commerces et services de proximité dans les centralités de la commune permet de limiter le recours aux véhicules motorisés pour les besoins de première nécessité des habitants. Cela participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergies fossiles.	+
O ₁₉ O ₂₀	POSITIVE A CONFORTER Le développement des cheminements doux prévoyant des liaisons inter-quartiers et vers les centralités, permet de réduire l'utilisation des véhicules motorisés.	+
O ₁₉ O ₂₀	POSITIVE La réalisation d'aménagements permettant de diminuer les obligations de déplacements automobiles (liaisons douces, voies partagées, covoiturage) participe à la réduction des nuisances liées au trafic.	+

4.10 DECHETS

Le projet de PLU		Evolution par rapport au scénario fil de l'eau
O ₁	POSITIVE A CONFORTER Une augmentation de la population va conduire à une augmentation de la production des déchets et ordures ménagères. Toutefois, la bonne gestion de la collecte en place et les évolutions des pratiques individuelles notables participent à l'amélioration du service.	+
O ₃ O ₁₁ O ₁₂	RISQUE Le renforcement de l'enveloppe urbaine par la densification et par ses extensions ainsi que l'extension de la zone d'activités des Perchées conduiront inévitablement à une augmentation localisée des déchets. Il en est de même pour la production de logements de petite taille concentrés en un même lieu (habitat collectif, intermédiaire). Toutefois, l'incidence peut être considérée comme faible au vu de la plus-value qu'elle apporte en termes de gestion et de réduction de la consommation d'espaces et d'énergies fossiles.	-

Ainsi, dans l'ensemble, le projet de la commune apporte une plus-value environnementale en matière de gestion et de préservation des paysages et du patrimoine par la définition d'orientations et de principes d'aménagement du territoire selon les principes de développement durable : densification et intensification des espaces urbains, protection des éléments patrimoniaux, préservation de la morphologie urbaine, etc.

PARTIE II

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DE LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE ET DES MESURES MISES EN PLACE POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

1. LES GRANDS PRINCIPES DE LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) sont mises en œuvre par la traduction règlement du Plan Local d'Urbanisme :

- Le règlement du Plan Local d'Urbanisme, comprenant :
 - Le règlement graphique, définissant le zonage de vocation des sols ;
 - Le règlement écrit, précisant les dispositions réglementaires applicables pour chacune de ces zones ;
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme détermine plusieurs types de zones :

- Les zones urbaines (U) qui correspondent à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter (R.151-18 du Code de l'Urbanisme) ;
- Les zones à urbaniser (AU), correspondant à des secteurs insuffisamment ou pas équipés, destinés à être ouverts à l'urbanisation à plus ou moins long terme (R.151-20 du Code de l'Urbanisme) ;
- Les zones agricoles (A), correspondant aux secteurs agricoles de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles (R.151-22 du Code de l'Urbanisme) ;
- Les zones naturelles et forestières (N), correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière (R.151-24 du Code de l'Urbanisme).

D'autres éléments sont portés sur le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Truyes :

- Les Emplacements Réservés (ER) ;
- Les Espaces Boisés Classés (EBC) ;
- Les Éléments de Patrimoine à Préserver (EPP) ;
- Les bâtiments susceptibles de faire l'objet d'un changement de destination ;
- Les zones humides ;
- Les secteurs concernés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Les zones inondables du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRI) de la vallée de l'Indre.

2. LA TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET SUR LA COMMUNE DE TRUYES

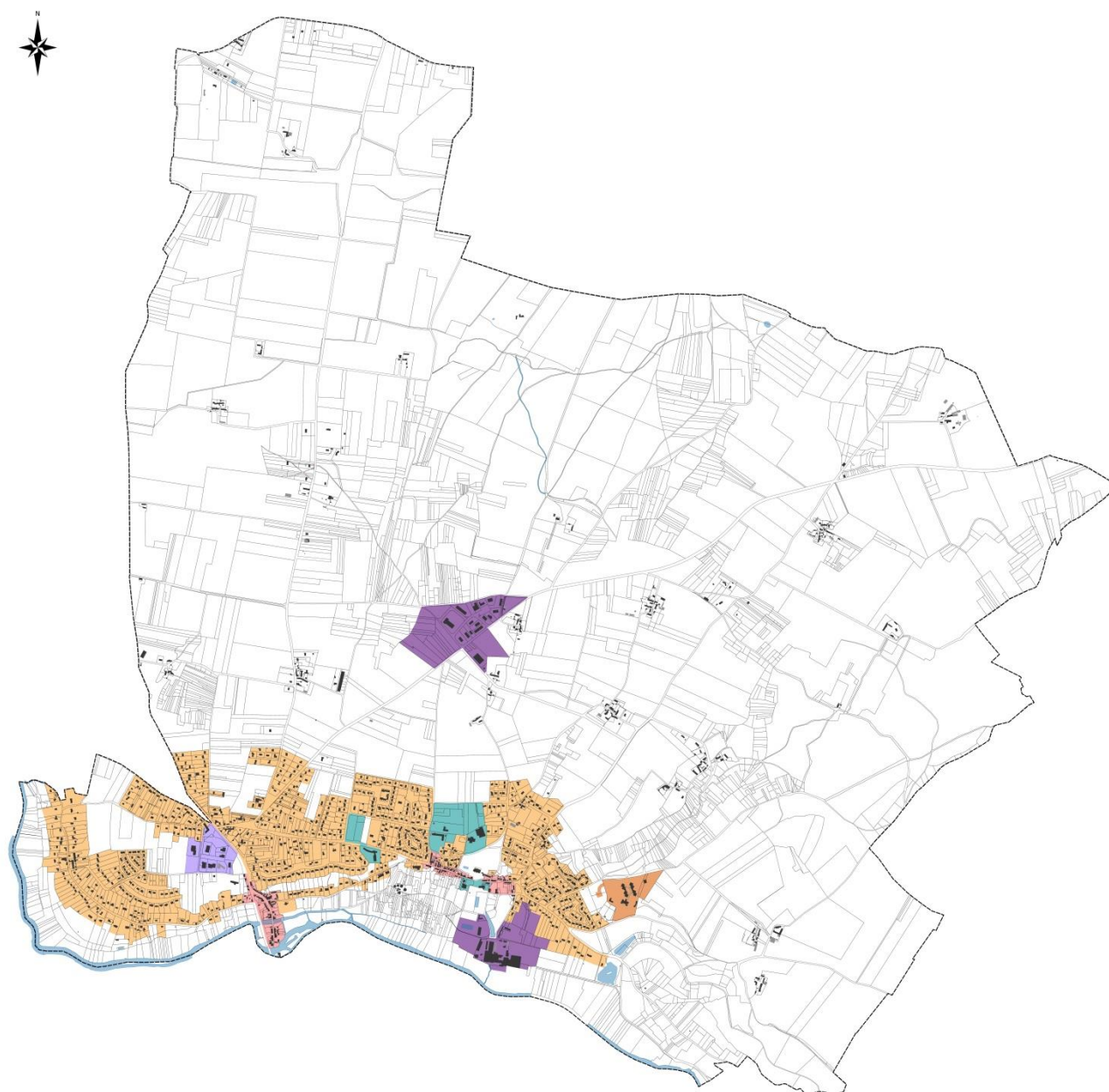
En cohérence avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les différentes typologies de zones U, AU, A et N délimitées sur le territoire sont elles-mêmes subdivisées en zones, en fonction des spécificités locales et donc notamment de leur vocation principale et de leur mode, type ou nature d'occupation des sols.

Le règlement délimite ainsi :

Zone Urbaine (U)	
Zone urbaine à vocation mixte couvrant le bourg ancien	UA
Zone urbaine mixte à vocation principale d'habitat couvrant les quartiers résidentiels du bourg	UB
Secteur couvrant l'établissement paramédical L'Arc-en-Ciel	UBa
Zone urbaine à vocation principale d'activités économiques, les sites existants étant la Cartonnerie et Les Perchées	UE
Secteur à vocation principale d'activités économiques où la hauteur est limitée, correspondant à la zone d'activités de la Tour Carrée	UEa
Zone urbaine à vocation principale d'équipements publics ou d'intérêt collectif	UP
Zone A Urbaniser (AU)	
Zone à urbaniser à court ou moyen terme à vocation principale d'habitat. L'urbanisation est soumise à une compatibilité avec les OAP des secteurs de la Tour Carrée, des Vauzelles, de la Pièce des Raies et de Candy	1AU
Zone à urbaniser à court ou moyen terme à vocation d'activités économiques. L'urbanisation est soumise à une compatibilité avec l'OAP du secteur de la Carrière	1AUE
Zone Agricole (A)	
Zone agricole à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles	A
Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) correspondant au hameau des Hallebardeaux situé en contexte agricole, où les constructions neuves à destination d'habitation sont autorisées au sein de l'enveloppe existante.	Ah
Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) correspondant aux activités présentes au lieu-dit Hallebardeaux situées en contexte agricole, où les constructions neuves et aménagements à destination d'activités économiques sont autorisés au sein de l'enveloppe existante.	Ae
Zone naturelle et forestière (N)	
Zone naturelle et forestière à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique	N

Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) correspondant aux hameaux Le Feuillet et La Gabloterie situés en contexte naturel, où les constructions neuves à destination d'habitation sont autorisées au sein de l'enveloppe existante.	Nh
Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) correspondant à l'activité économique au lieu-dit Les Terrages située en contexte naturel, où les constructions neuves et aménagements à destination d'activités économiques sont autorisés au sein de l'enveloppe existante.	Ne
Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) correspondant à un espace artificialisé situé en contexte naturel, à vocation de tourisme, loisirs et équipements, où l'accueil de futurs équipements et aménagements sont autorisés.	Nl
Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) correspondant à l'aire d'accueil des gens du voyage située en contexte naturel, où les constructions, aménagements et installations nécessaires aux aires de petit passage pour les gens du voyage sont autorisés.	Nv
Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) correspondant à l'ancienne carrière au lieu-dit La Roche-Pipard située en contexte naturel, où les Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature ICPE sont autorisées.	Np

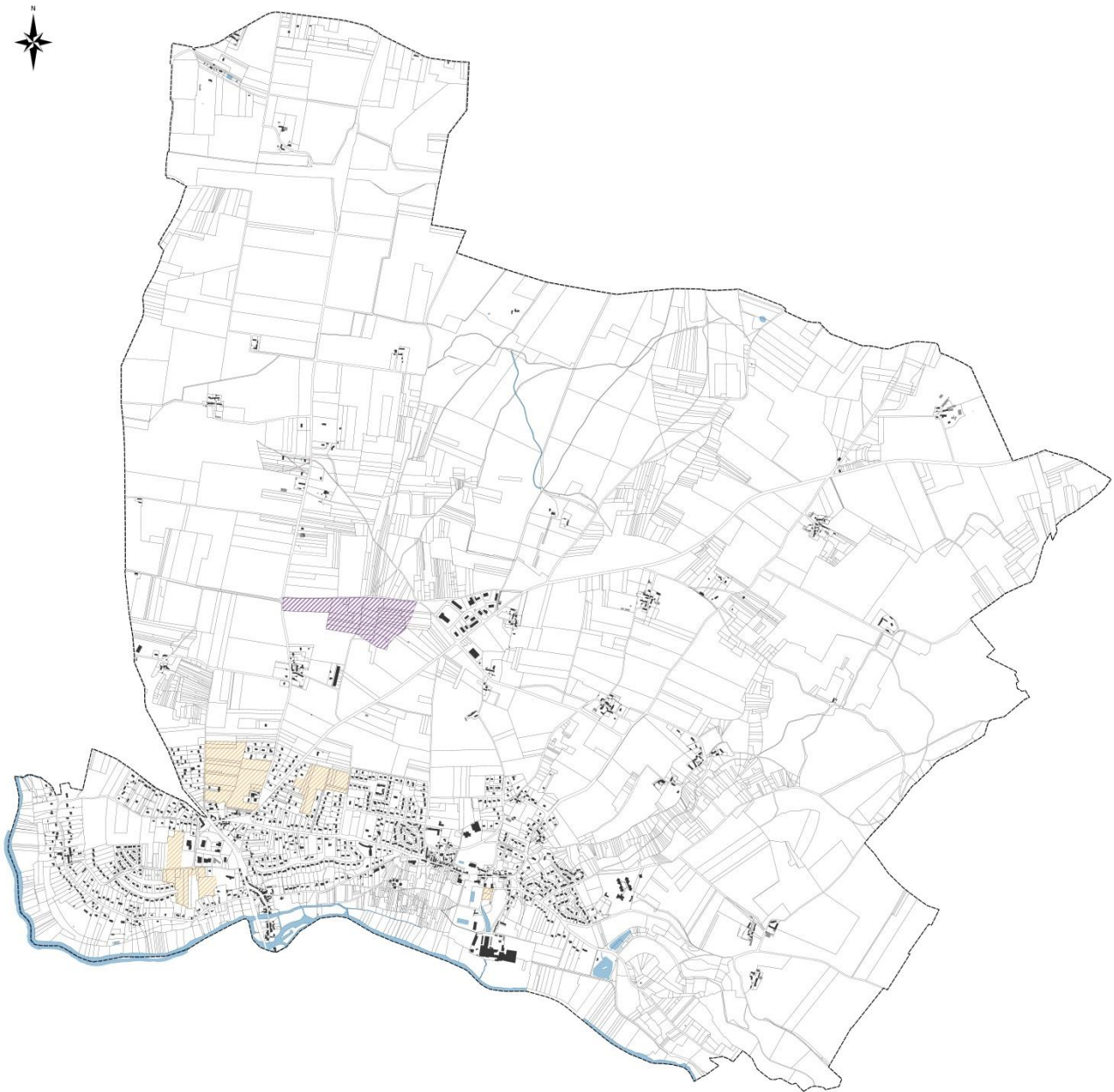
Zones urbaines (U) et ses secteurs



Zonage

- UA - Zone urbaine à vocation mixte couvrant le bourg ancien
- UB - Zone urbaine mixte à vocation principale d'habitat couvrant les quartiers résidentiels récents
- UBa - Secteur couvrant l'établissement para-médical Arc-en-Ciel
- UE - Zone urbaine à vocation principale d'activités économiques
- UEa - Zone urbaine à vocation principale d'activités économiques où la hauteur est limitée
- UP - Zone urbaine à vocation principale d'équipements

Zones à urbaniser (AU)



Zonage

- 1AU - Zone à urbaniser à court ou moyen terme à vocation principale d'habitat
- 1AUE - Zone à urbaniser à court ou moyen terme à vocation d'activités économiques

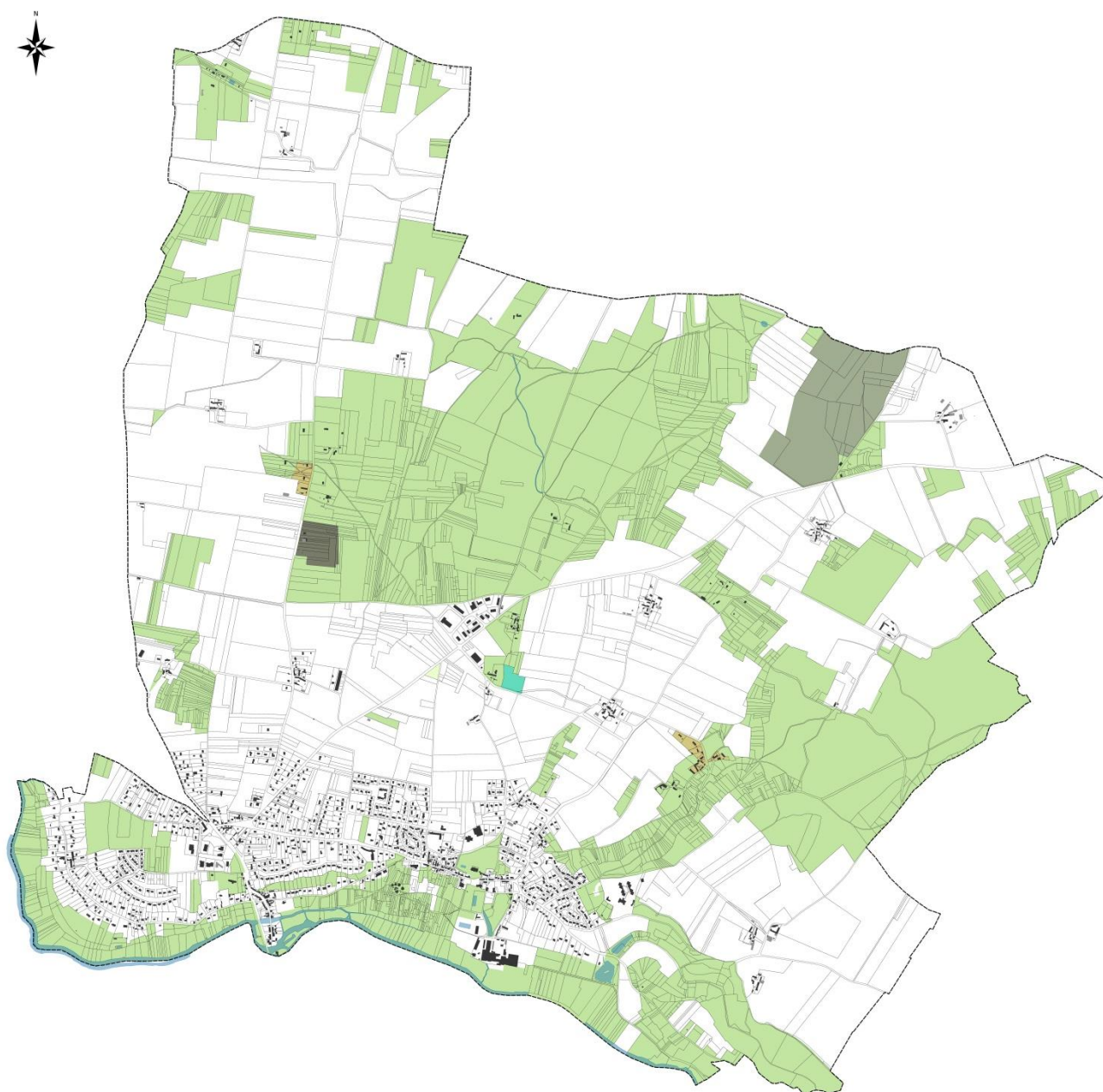
Zone agricole (A) et ses secteurs



Zonage

- A - Zone agricole
- Ah - STECAL à vocation d'habitat situé en contexte agricole
- Ae - STECAL à vocation d'activités économiques situées en contexte agricole

Zone naturelle (N) et ses secteurs



Zonage

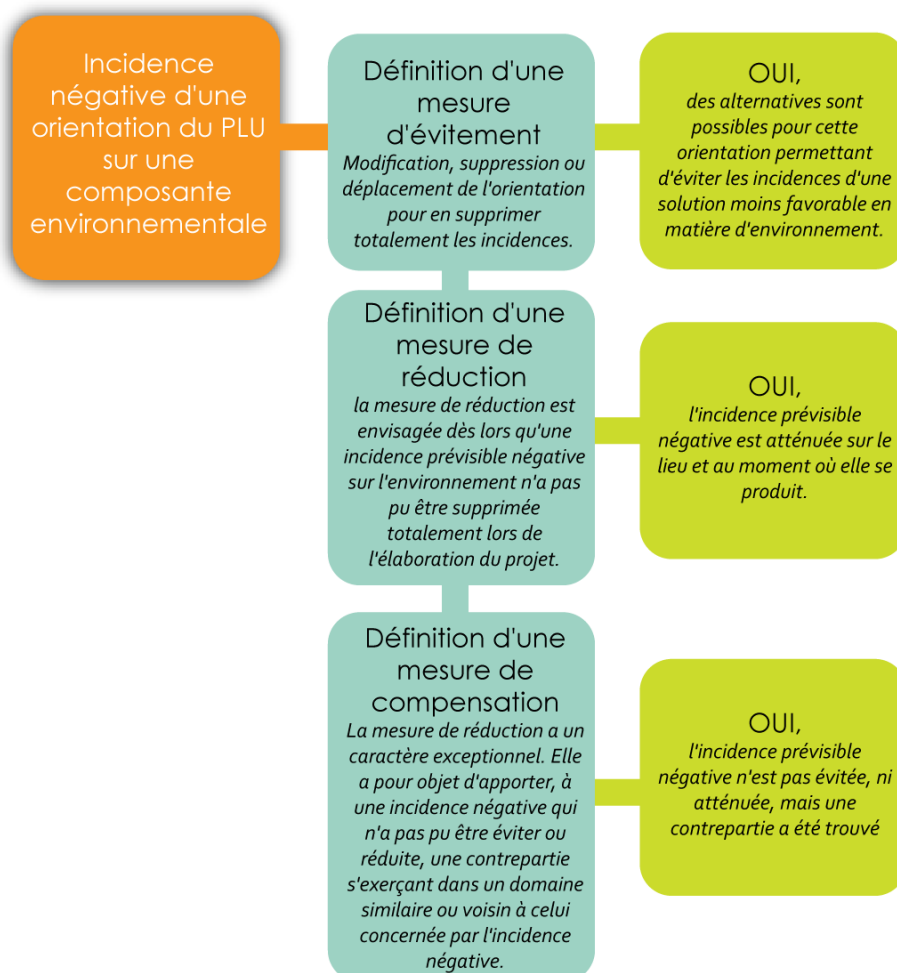
- N - Zone naturelle et forestière
- Nh - STECAL à vocation d'habitat situé en contexte naturel
- Ne - STECAL à vocation d'activités économiques situées en contexte naturel
- Ni - STECAL à vocation de tourisme, loisirs, équipements, situé en contexte naturel
- Nv - STECAL à vocation d'aire d'accueil des gens du voyage en contexte naturel
- Np - STECAL pour un projet d'ISDI sur l'emprise d'une ancienne carrière

3. LES MESURES PRISES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT LIÉES AU PROJET DE PLU

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts s'inscrivent dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale. Elles sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul.

- **Mesures d'évitement** : modification, suppression ou déplacement d'une orientation pour en supprimer totalement les incidences ;
- **Mesure de réduction** : adaptation de l'orientation pour en réduire ses impacts.
- **Mesures compensatoires** : considérées comme le recours ultime quand il est impossible d'éviter ou réduire au minimum les incidences. Elles doivent rétablir un niveau de qualité équivalent à la situation antérieure.

En complément des mesures prescriptives, les documents d'urbanisme peuvent comporter des recommandations pour des questions ne relevant pas du code de l'urbanisme. Elles pourront être clairement distinguées des mesures à valeurs prescriptives.



Le PLU définit déjà au sein de ses différentes pièces, une série de mesures visant à réduire les pressions qui s'exercent sur les composantes environnementales, mais aussi à anticiper les éventuelles incidences négatives.

Le tableau reprend, pour chaque thématique environnementale et enjeu, l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, et de compensation, le cas échéant, identifiées dans le PLU.

Composantes environnementales	Mesures du projet	
	Evitement	Réduction
Ressources naturelles et biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> Définition d'un zonage spécifique (A et N) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles et des espaces naturels ; Délimitation d'Espaces Boisés Classés (EBC) et des zones humides à protéger pour assurer le maintien des corridors écologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Définition de règles d'implantation, d'emprise au sol, de hauteur et de gestion des espaces libres et plantations pour conforter la densification des secteurs urbains et préserver la biodiversité ; Limiter les impacts des secteurs d'extension au sein des OAP avec la préservation de la végétation existante et la création de nouveaux éléments (espaces verts, franges paysagères, etc.).
Consommation d'espace	<ul style="list-style-type: none"> Définition d'un zonage spécifique (A et N) et d'une réglementation favorisant le maintien des milieux agricoles et des espaces naturels ; Définition de zones à urbaniser en cohérence avec l'objectif de développement de la commune et les besoins associés. 	<ul style="list-style-type: none"> Définition de règles d'implantation, d'emprise au sol, de hauteur et de gestion des espaces libres et plantations pour conforter la densification des secteurs urbains ; Limiter les impacts des secteurs d'extension au sein des OAP avec la préservation de la végétation existante, la création de nouveaux éléments, une densité renforcée, etc.
Cadre de vie, patrimoine bâti et paysager	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des caractéristiques et de la morphologie des différents tissus bâtis (centre-bourg, extensions pavillonnaires, hameaux constitués) par la définition de règles différentes ; Identification des terres agricoles (A), espaces naturels (N), espaces boisés classés (EBC), zones humides, éléments de patrimoine à protéger, pour préserver la qualité paysagère, le cadre de vie et l'identité de la commune ; Identification des éléments patrimoniaux bâtis pour préserver la qualité et l'identité du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Définition des règles d'implantation et de gestion des espaces libres ; Définition de principes au sein des OAP et de règles d'aménagements paysagers encadrant les projets.
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation de zones naturelles (N) aux abords de l'Indre afin de préserver la ressource en eau ; Délimitation des zones d'urbanisation dans des secteurs majoritairement desservis par les réseaux ; Application de l'article sur la desserte par les réseaux dans les dispositions générale du règlement écrit du PLU, fixant des obligations quant au raccordement aux réseaux et à la gestion et au traitement des eaux pluviales et/ou usées. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de règles de gestion des eaux usées ainsi que des eaux pluviales à la parcelle dans toutes les zones ; Application du schéma directeur des eaux pluviales en vigueur.

Risques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> Délimitation de zones naturelles (N) et agricoles (A) sur les secteurs soumis à un risque et définition d'une réglementation associée pour limiter l'apport de nouvelles population et constructions dans les secteurs exposés aux risques ; Définition de marges de recul au sein des pièces réglementaires par rapport aux voies et emprises publiques, et plus particulièrement au niveau des infrastructures pouvant entraîner des nuisances sonores. 	<ul style="list-style-type: none"> Respect des règles du Plan de Prévention des Risques naturels d'Inondations de la Vallée de l'Indre ; Définition de règles d'implantation garantissant une meilleure gestion des risques et une optimisation des actions des services de secours ; Définition au sein du règlement graphique de liaisons douces à créer et de nouvelles voiries à réaliser au nord du centre-bourg pour le désengorger ; Définition au sein des OAP de principes de circulations piétonnes afin de limiter l'usage de la voiture individuelle.
Sol et sous-sols	<ul style="list-style-type: none"> Protection des terres agricoles et naturelles, inscrites en zones agricoles (A) et naturelles (N) ; Protection des boisements et éléments végétaux remarquables (EBC). 	<ul style="list-style-type: none"> Différenciation des zones urbanisées en cohérence avec la densité et le degré d'imperméabilisation des sols existants ; Définition d'emprise au sol, de coefficient d'imperméabilisation et gestion des eaux pluviales à la parcelle favorisée au sein du règlement pour encadrer l'imperméabilisation des sols ; Limitation des possibilités de terrassement / nivellement en encadrant le recours aux affouillements et exhaussements du sol.
Energie, climat et qualité de l'air		<ul style="list-style-type: none"> Confortement des processus de densification et de compacité du bâti ; Possibilité d'un recours aux dispositifs et aspects favorisant les énergies renouvelables ; Création d'emplacements réservés pour la réalisation de cheminements doux ; Définition de principes d'implantation de bâti et de maillage (stationnement, desserte) au sein des OAP.
Déplacements et transport		<ul style="list-style-type: none"> Développement urbain majoritairement concentré au sein du tissu urbain central limitant l'utilisation de la voiture pour les besoins quotidiens ; Définition au sein du règlement graphique de liaisons douces à créer et de nouvelles voiries à réaliser au nord du centre-bourg pour le désengorger ; Définition au sein des OAP de principes de circulations piétonnes afin de limiter l'usage de la voiture individuelle.
Déchets		<ul style="list-style-type: none"> Développement urbain majoritairement concentré au sein du tissu urbain central, garantissant une collecte des déchets facilitée en limitant la dispersion de l'habitat sur le territoire ; Mise en place de dispositifs de gestion des déchets au sein des opérations d'ensemble.

PARTIE III

MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR RÉALISER L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1. UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE FONDÉE SUR DES OUTILS À LA FOIS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

Le rapport de présentation expose le diagnostic du projet de PLU mais également l'évaluation environnementale. Celle-ci permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte afin de garantir un développement équilibré du territoire. Une prise en compte insuffisante de l'environnement peut en effet conduire à des situations critiques. L'intégration de la dimension environnementale dans la planification spatiale est aujourd'hui un élément incontournable de la mise en œuvre du développement durable.

En 2000, la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) introduit les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) en remplacement des Plans d'Occupation des Sols (POS). En 2010, la loi d'Engagement National pour l'Environnement (ENE, dite Grenelle 2) renforce et précise le contenu de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

Le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme souligne que les documents d'urbanisme doivent, en raison de leurs incidences sur l'environnement, faire l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas, par l'autorité administrative de l'Etat désignée à cet effet.

Suite à la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) Centre-Val de Loire du 2 décembre 2016 après examen au cas par cas, en application des articles R. 104-28 à R.104-33 du Code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU de la commune de Truyes est soumise à évaluation environnementale. Celle-ci est réalisée en application de l'article L.104-2 du Code de l'urbanisme qui précise : « *Font également l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1 les documents suivants qui déterminent l'usage de petites zones au niveau local :*

1° Les plans locaux d'urbanisme :

a) Qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ;

b) Qui comprennent les dispositions des plans de déplacements urbains mentionnés au chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie du code des transports. »

Le contenu de l'évaluation environnementale est défini à l'article R.104.18 du code de l'urbanisme. Le rapport environnemental comprend :

« 1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »

Dans son élaboration concrète, l'évaluation environnementale doit avant toute chose permettre la mise en relief des problématiques environnementales, selon une vision prospective et une double approche : de l'espace et des usages du territoire. Afin de répondre à cet objectif, il a été défini des outils d'évaluation visant à intégrer les composantes environnementales dans les critères de décisions et d'évaluer les incidences du projet.

2. UNE DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE DE CO-CONSTRUCTION ITÉRATIVE

Afin de jouer pleinement son rôle d'outil d'aide à la décision, l'évaluation environnementale doit être évolutive. En effet, si ce document alimente le diagnostic et éclaire les choix d'aménagement, il est également réinterrogé au fil de l'élaboration du projet. La méthode retenue entre dans une logique de **co-construction itérative et continue**. Elle vise à intégrer les enjeux environnementaux dans le PLU le plus en amont possible ainsi qu'à expliciter et à rendre lisible au public les choix opérés et les orientations retenues au regard de leurs éventuelles incidences sur l'environnement. Au fur et à mesure, chaque orientation proposée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et les différentes pièces réglementaires a fait l'objet de cette analyse croisée. Cet exercice a permis d'identifier en continu les éléments de projet en contradiction avec les enjeux environnementaux, ceux nécessitant d'être retravaillés et ceux allant vers une amélioration attendue de l'environnement.

La méthode doit également être **transversale**. Il s'agit plus d'une analyse de fonctionnement qu'une description. Le but n'est pas de fournir un état des lieux exhaustif de toutes les questions environnementales, mais de cibler les enjeux environnementaux et de les hiérarchiser en raison de plusieurs critères dont « la marge de manœuvre du PLU » qui caractérise réellement les capacités de la commune à engager des actions pouvant apporter une plus-value environnementale.

3. LE CONTENU DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le contenu du dossier d'évaluation environnementale est réparti sur plusieurs pièces, parties et chapitres du rapport de présentation.

Les éléments relatifs à l'évaluation environnementale sont intégrés au présent rapport de présentation, en particulier au sein :

- De la pièce n°1.1 « Diagnostic territorial et état initial de l'environnement », partie III « Analyse de l'état initial du site et de l'environnement » (*R.104.18 2° du code de l'urbanisme*) ;
- De la pièce n°1.2 « Exposé et justification des choix et évaluation environnementale », partie I « Objectifs du PLU et articulation avec les documents d'urbanisme et d'environnement » (*R.104.18 1° du code de l'urbanisme*) ;
- De la pièce n°1.2 « Exposé et justification des choix et évaluation environnementale », partie II « Analyse synthétique de l'état initial de l'environnement et des incidences notables prévisibles » (*R.104.18 2° et 3° du code de l'urbanisme*) ;
- De la pièce n°1.2 « Exposé et justification des choix et évaluation environnementale », partie III « Justification des choix retenus pour l'élaboration du PADD et des pièces réglementaires » (*R.104.18 4° du code de l'urbanisme*) ;
- De la pièce n°1.2 « Exposé et justification des choix et évaluation environnementale », partie IV « Mesures visant à éviter, réduire ou à compenser les incidences du PLU sur l'environnement » (*R.104.18 5° et 6° du code de l'urbanisme*) ;
- De la pièce n°1.3 « Résumé non technique » (*R.104.18 7° du code de l'urbanisme*) ;